

L'extrême droite italienne prospère

Rome s'inquiète de la montée du rejet des politiques d'accueil des migrants

ROME - correspondant

Quelques dizaines de militants néofascistes, alliés au mouvement Casa-Pound, se retrouvent chaque nuit, depuis plusieurs semaines, pour opérer des « rondes » dans les campagnes du sud de la province de Latina, à une centaine de kilomètres de Rome. Leur objectif ? « Protéger les biens » des Italiens, disent-ils, mais c'est à une « chasse aux migrants » qu'ils se livrent. Ils se communiquent leurs cibles potentielles par un groupe sur la messagerie WhatsApp, auquel un journaliste de *La Stampa* a eu accès. Le phénomène a pris tant d'ampleur que Rome a commencé à s'en inquiéter.

Le préfet de Latina a réuni les maires de la zone, le 28 novembre, pour leur demander d'aider à mettre un terme à ces agissements. Pour l'heure sans succès : dans cette ancienne région marécageuse asséchée et mise en valeur par Mussolini dans les années 1930, la nostalgie du fascisme n'a jamais totalement disparu, et une large part de la population ne cache pas sa sympathie envers les jeunes gens qui s'en réclament, si violents soient-ils.

Assistance médusée

L'ampleur de ces expéditions nocturnes, révélée par le quotidien turinois jeudi 7 décembre, n'est qu'un exemple parmi d'autres du regain d'activité des groupes néofascistes. Mercredi, une douzaine de militants d'un autre parti d'extrême droite,

Forza Nuova, sont venus manifester devant le siège du groupe de presse *L'Espresso*, à Rome, pour appeler au boycott de ses titres phares, *L'Espresso* et *La Repubblica*, accusés de soutenir l'« invasion » du pays par les migrants.

Quelques jours plus tôt, à Côme (Lombardie), les membres du groupuscule néonazi Veneto Fronte Skinheads ont perturbé la réunion d'une association de défense des migrants, Côme sans frontière, lisant un communiqué devant une assistance médusée, avant de diffuser la scène sur Internet. Dans le même temps, circulait sur les réseaux sociaux l'image d'une poignée de crânes rasés faisant le salut fasciste devant une bannière militaire prussienne du II^e Reich, dans les locaux d'une caserne de carabinieri de Florence.

Cette multitude d'incidents, auxquels les autorités se montrent bien incapables de répondre, est perçue avec d'autant plus d'inquiétude depuis la spectaculaire percée du mouvement Casa-Pound, qui a obtenu plus de 9 % des suffrages lors du premier tour de l'élection municipale de la 9^e circonscription de Rome, le 5 novembre. Ce parti, fondé en 2003 autour de l'occupation d'un bâtiment du centre de Rome reconverti en « centre social » destiné aux seuls citoyens italiens, n'avait jusque-là obtenu que des résultats confidentiels (moins de 50 000 voix à l'échelle du pays lors des législatives de 2013).

Il se prend désormais à rêver d'atteindre les 3 % lors des élec-

tions du printemps, ce qui lui ouvrirait les portes du Parlement. « *Le temps des "zéros virgule quelque chose" est fini. Nous allons entrer au Parlement!* », claironne son vice-président, Simone Di Stefano, qui a eu les honneurs d'une interview télévisée d'une demi-heure sur RAI 3, vue par plus de 1,5 million de téléspectateurs.

Fondée sur des pratiques – une aide sociale destinée aux seuls Italiens couplée à de régulières actions d'intimidation contre les étrangers – plus que sur une doctrine politique, l'action de Casa-Pound a prospéré à la faveur de la montée du rejet des politiques d'accueil des migrants. Elle se cristallise sur l'opposition à l'adoption dans la législation du droit du sol (*jus soli*), actuellement discutée au Parlement, qui rassemble contre elle l'ensemble de la droite et le Mouvement 5 étoiles.

Face à la montée des discours de haine, les pouvoirs publics sont désarmés, en l'absence d'un véritable dispositif législatif réprimant les propos fascistes. Ils le sont d'autant plus que de nombreux responsables politiques, en premier lieu le très extrémiste Matteo Salvini (Ligue du Nord), ne cachent pas leur bienveillance envers des discours qui, selon lui, « ne sont pas violents ». Prônant un « fascisme du III^e millénaire », Casa-Pound se réclame d'une fidélité à l'action de Mussolini « *jusqu'en 1938* ». Autrement dit, pour eux, jusqu'à l'approche de la deuxième guerre mondiale, en Italie, tout allait bien. ■

JÉRÔME GAUTHERET